

un mari souvent désagréable pour la seule raison qu'elle ne sait où aller, elle et ses enfants. Ainsi, la fille-mère n'aura plus à craindre de succomber, faute d'un asile où reposer sa tête.

Ce n'est ni par philanthropie, ni par avilissante bienfaisance que les ouvriers et paysans cherchent à soulager la femme du fardeau de la maternité, mais parce qu'elle est leur compagnon de travail dans l'organisation de la société nouvelle. Supportant au même titre que l'homme les durs travaux du relèvement économique du pays, participant à la guerre civile, la femme, aux heures les plus difficiles de sa vie, quand elle dote la société d'un nouveau membre, est en droit d'exiger de la République prolétarienne que la collectivité se soucie de celui qui sera plus tard un citoyen.

A l'heure actuelle, les Services de l'éducation sociale et de la protection de la maternité disposent, en Russie, de 524 établissements et, malgré tout, cela ne suffit pas. La période de dictature met la femme dans des conditions particulièrement pénibles : les vieilles formes de vie sont bouleversées, les nouvelles ne sont qu'en voie de formation.

L'AVORTEMENT LEGAL

Il ne me reste plus qu'à dire quelques mots d'une question étroitement liée au problème de la maternité : je veux parler de l'attitude de la Russie des Soviets vis-à-vis de l'avortement. Par la loi du 20 novembre 1920, la République prolétarienne a reconnu la légalité de l'avortement. Quelles sont les raisons qui ont motivé cette attitude ? Nous savons que la Russie ne souffre pas de ce que sa main-d'œuvre reste inemployée, mais plutôt de ce que celle-ci lui fait défaut. La Russie est un pays relativement peu peuplé. La main-d'œuvre y est rigoureusement comptée. Dès lors, comment se fait-il que l'avortement soit légal ?

Le prolétariat, dans sa politique, méprise l'hypocrisie. L'avortement, qui est un fait intimement lié au problème de la maternité, découle de la situation précaire de la femme (nous ne parlerons pas de la classe bourgeoise où l'avortement est motivé par d'autres raisons, notamment par le désir d'éviter le « démembrement de l'héritage », par la crainte pour les femmes menant une vie de luxe de supporter les douleurs de l'enfantement, de s'enlaidir et de perdre quelques mois de leur jeunesse).

L'avortement existe et fleurit dans tous les pays sans qu'aucune loi ou autres mesures pénales ne puissent le

faire disparaître. On y trouve toujours moyen de contourner la loi. Or, les avortements clandestins altèrent la santé de la femme, en font pour longtemps une charge pour l'Etat prolétarien et diminuent la quantité de main-d'œuvre. L'avortement effectué dans des conditions chirurgicales normales est infiniment moins nuisible et dangereux. La femme peut presque aussitôt après, se remettre au travail. Le gouvernement des Soviets — comprenant que l'avortement ne cessera que le jour où la Russie possèdera un vaste réseau d'établissements d'éducation sociale et de protection de la maternité et surtout lorsque la femme se pénétrera de cette idée que donner naissance à un enfant, c'est accomplir un devoir social, — autorise ouvertement l'avortement.

La tâche de la Russie prolétarienne est de donner un large développement à l'œuvre de protection de la maternité, de fortifier dans la femme le robuste instinct de la maternité, de faire en sorte que la mère puisse combiner ses fonctions de mère avec son travail pour la collectivité. C'est de cette manière que la République prolétarienne a abordé la solution de ce problème qui se pose encore dans toute son ampleur devant les femmes des pays bourgeois.

Dans les Etats bourgeois, la femme gémit sous un double joug : les travaux du dehors et les fonctions de la maternité et cela dans les pénibles conditions économiques, engendrées par la ruine universelle. Dans la Russie laborieuse, l'ouvrière et la paysanne, en aidant le parti communiste à poser les nouvelles bases de l'économie, sapent les vieilles conditions d'existence qui asservissaient la femme.

Dès que la femme deviendra, du point de vue de l'économie nationale, une unité de travail indispensable, on aura trouvé la clé des questions complexes et embrouillées de son existence. Dans la société bourgeoise, où la vie de famille complète le système d'économie capitaliste, où la propriété crée la stabilité des étroites formes familiales, il n'est aucune issue pour la femme qui travaille.

L'affranchissement des femmes ne s'accomplira qu'avec la transformation radicale des conditions de vie. Les conditions d'existence elles-mêmes ne se transformeront qu'avec la complète organisation de la production sur les nouvelles bases de l'économie communiste.

Sous nos yeux, la révolution des conditions d'existence est en train de s'opérer et avec elle, l'affranchissement effectif de la femme devient une réalité.



(Dessin de Matisse.)